



«Le Venezuela est très important parce que c'est la bataille du siècle»

Par [João Pedro Stedile](#) et [Carlos Aznárez](#)

Mondialisation.ca, 17 mars 2019

[Resumen Latinoamericano](#) 2 mars 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Carlos Aznarez - Pourquoi une Assemblée internationale des peuples maintenant?

Joao Pedro Stedile - L'effort que nous faisons avec cette articulation, sans nous substituer à d'autres comme celle des partis et des syndicats, est d'essayer de rassembler toutes les forces populaires pour que nous puissions promouvoir des luttes communes contre les ennemis communs que sont les impérialistes. C'est la raison principale pour laquelle il faut chercher de nouvelles formes d'articulation internationale qui promeuvent les luttes et qui essaient de donner une unité aux divers espaces et formes d'organisation dans nos pays. Dans cette première Assemblée, à cause du degré de conflit au Venezuela, qui est maintenant l'épicentre de la lutte des classes mondiales, du moins en Occident, où l'impérialisme veut faire basculer le Venezuela, notre numéro un, la priorité zéro pour nous tous est de partir d'ici avec un agenda de mobilisations, de dénonciations, pour que nos mouvements puissent se développer dans chacun des pays où nous sommes.



Je me fais l'avocat du diable : chaque fois que ce type de réunion se tient, il est proposé à chacun de retourner dans leurs pays et de coordonner les actions, puis, pour une raison ou l'autre, même internes de chaque pays, ces choses ne sont pas menées à bien ou les documents et résolutions sont restés au placard.

Telle est notre réflexion autocritique : nous devons sortir du monde du papier et essayer de promouvoir davantage des actions. Je crois que nous devrions promouvoir des luttes et des actions concrètes parce que les forces populaires qui sont ici sont déjà habituées aux processus d'articulation populaire dans leurs pays, elles sont mieux préparées, elles ont plus de vocation, pour construire des processus unitaires et de lutte sociale. En d'autres termes, ce n'est pas une réunion bureaucratique qui vient avec le logo ou le parti, voilà des gens qui sont impliqués dans leur pays dans de véritables processus de lutte. Nous sommes donc persuadés qu'à leur retour dans leur pays, ils inscriront la question du Venezuela, la question de l'internationalisme, à leur ordre du jour permanent dans les luttes nationales qu'ils mènent déjà.

Le Venezuela est aujourd'hui un tournant dans la lutte anti-impérialiste, comment pensez-vous qu'il soit plus valable ou plus efficace de faire preuve de solidarité avec le Venezuela sur le continent ?

Il est vrai qu'il y a une grande confusion et c'est pourquoi le Venezuela est un point clé, car même certains secteurs de gauche d'Amérique latine et d'Europe se laissent influencer par ce que dit la presse bourgeoise. Nous avons invité plusieurs forces européennes qui refusaient de venir parce que le Venezuela n'est pas la démocratie. Regardez, un pays qui a tenu 25 élections en 20 ans, où la presse privée est majoritaire, où l'opposition manifeste tous les jours comme elle le veut, comment peut-on dire qu'il n'y a pas de démocratie dans ce pays ? Ainsi, ces idées de la bourgeoisie ont aussi affecté des secteurs de la gauche, des plus institutionnels, qui plus tard n'évoluent que par logique électorale, que s'ils sont dans une année électorale, ils croient qu'il est commode pour nous d'être proches des Vénézuéliens car ils sont très radicaux. Comme par le passé, ils se sont isolés de Cuba, mais il y a Cuba, après 60 ans de résistance et maintenant avec son peuple heureux et instruit.

Le Venezuela est donc très important parce que c'est la bataille du siècle. Si l'empire réussit à renverser le Venezuela, cela signifie qu'il aura plus de forces pour renverser Cuba, le Nicaragua, tous les processus qui se proposent pour le changement, même cette gauche institutionnelle qui ne pense qu'aux élections avec une défaite du Venezuela aura plus de difficultés pour gagner les élections. Donc, même pour la lutte institutionnelle ou publique, il est très important de défendre le Venezuela et de le transformer en tranchée de résistance et de creuser ici la tombe, au moins, du gouvernement Trump.



Dans vos discours et déclarations, vous avez tendance à critiquer les erreurs des gouvernements néo-développementaux, mais il y a une tendance qui veut que pour sortir de cette offensive impérialiste, il faut recourir une fois de plus à la social-démocratie : comment voyez-vous cela, est-ce valable ou faut-il se définir plus clairement en proposant le chemin du socialisme ?

L'évaluation que nous faisons, c'est qu'il y a une crise profonde du mode de production capitaliste et que l'issue qu'ils trouvent pour résoudre leurs entreprises, leur accumulation, est de s'emparer d'une forme encore plus offensive de ressources naturelles, que ce soit le pétrole, les minerais, l'eau, la biodiversité, et d'augmenter le taux d'exploitation de la classe ouvrière en retirant les droits historiques conquis durant la décennie après la Deuxième guerre mondiale. Sur le plan idéologique, ce que le capital promeut, c'est le retour de l'extrême droite, comme lors de la crise des années 1930, il a fait appel aux idées fascistes et nazies.

L'avantage que nous avons en ce moment, c'est que ce projet ne peut pas être répété comme une proposition de la droite parce qu'ils n'ont pas de mouvement de masse dans la classe ouvrière comme l'ont eu le fascisme et le nazisme, et cela nous donne un peu de sécurité. Mais, d'un autre côté, comme ils n'ont pas de masses, ils nous font la lutte idéologique et utilisent toutes les armes qu'ils ont, la télévision, Internet, les réseaux, les fausses nouvelles, dans le but de nous vaincre sur le plan de l'idéologie.



Sur ce plan, le capital a déjà vaincu la social-démocratie. En Amérique latine, l'Europe et la social-démocratie dans le monde entier étaient une manière d'humaniser le capital, mais le capital ne veut plus être humain. Le capital, pour se rétablir, doit être le diable, pour aller jusqu'aux dernières conséquences, que ce soit en termes de manipulation de l'État ou de super-exploitation de la nature et du travail humain.

Alors, ce serait une erreur de la gauche que de penser que pour gagner à nouveau les élections, il faut être encore plus sociaux-démocrates. Maintenant, nous devons essayer de retourner au travail de base, à la lutte idéologique, à la récupération de notre base sociale qui est la classe ouvrière déplacée, précaire, qui fait face à de nombreux problèmes. Mais nous devons le réorganiser sous d'autres formes qui ne sont pas seulement syndicales et partisans comme nous en avons l'habitude, mais avec de nouvelles formes, de nouveaux mouvements, pour avoir une base sociale qui met sur la table de nouvelles formes y compris la démocratie participative, car il ne suffit pas de gagner des élections, comme cela a été prouvé en Uruguay, Brésil et Argentine. Bien sûr, il est important de gagner les élections, mais nous avons la force accumulée pour réaliser des changements structurels dans l'économie et dans le régime politique.

Il y a un phénomène en Europe qui attire l'attention et c'est les gilets jaunes. Curieusement, cette vague vient d'Europe et non d'Amérique latine comme on aurait pu l'imaginer, avec une approche antisystème. Croyez-vous que ce phénomène pourrait prendre sa place dans ces nouvelles formes de lutte que nous devons donner à l'empire ?

Sans aucun doute. Nous sommes très intéressés par le processus d'articulation, nous allons essayer d'envoyer nos gens pour rester un peu et apprendre avec eux les formes qu'ils ont adoptées. Cela a attiré notre attention parce qu'ils font partie de la classe ouvrière, ce n'est pas un mouvement de la petite bourgeoisie ou d'étudiants désabusés comme cela se faisait autrefois en Europe avec ces occupations sur les places publiques, qui était un peu à gauche, plus maintenant. Nous percevons qu'il y a des initiatives depuis la classe ouvrière précaire qui était en dehors des syndicats, des partis, mais qui ont réagi à cette contradiction quand ils ont vu que le capitalisme ne résout plus précisément leurs

problèmes quotidiens et ils ont adopté cette forme qui nous semblait très intéressante.

Cependant, ce n'est pas une forme que nous devrions appliquer dans chaque pays, mais leur importance est qu'ils ont été créatifs et ont découvert une forme qui sert la réalité française. C'est ce que nous devons rechercher au Brésil, en Argentine et dans chacun des pays. En d'autres termes, promouvoir un débat dans les forces populaires pour rechercher de nouvelles formes de lutte qui ralentiront le capital et leur feront du mal, parce que ce n'est pas seulement avec des manifestations, des slogans et des mots d'ordre, des rassemblements, on ne freinera pas le capital. Là-bas, les gilets jaunes de France ont causé des dégâts parce qu'ils ont coupé les routes et tout le monde sait que les capitaux ne circulent plus dans les camions qui transportent les marchandises. Je félicite les camarades et j'espère que la gauche française apprendra d'eux et s'impliquera afin de tirer des leçons du point de vue méthodologique sur la manière dont nous devons travailler avec les masses désorganisées.



Comment le MST propose-t-il la lutte en ce moment au Brésil où le temps passe, Lula est toujours en prison, il y a des contradictions dans le gouvernement, mais ils

continuent à avancer sur les droits des travailleurs et les acquis ?

Le MST se trouve aujourd'hui dans une situation très complexe parce que nous devons redoubler d'efforts et de travail, parce que notre mouvement a une base paysanne, il a développé son expérience de lutte de classe dans les campagnes contre les grands propriétaires terriens et l'agrobusiness, qui sont les grandes multinationales. C'est là que nous nous sommes formés, que nous avons politisé et que nous avons compris que la Réforme Agraire n'est pas seulement une terre pour ceux qui la travaillent comme les idées zapatistes l'ont défendue au 20ème siècle, mais maintenant la Réforme Agraire est une lutte contre le capital international, contre sa technologie des transgènes et agrottoxiques. C'est cette lutte qui nous a politisés pour extrapoler ce que sont les mouvements paysans classiques.

Face à l'échec de la prison pour Lula et à la victoire de Bolsonaro, de nouveaux défis nous sont imposés qui extrapolent la lutte pour la réforme agraire. En même temps, pour appliquer la Réforme agraire, nous devons gagner dans la lutte politique. Ensuite, le MST doit faire preuve de plus de prudence dans la réforme agraire, car la droite est prête à ce que nous tombions dans un piège et que nous soyons battus. Maintenant, dans les campagnes, nous devons agir avec beaucoup plus de sagesse et beaucoup plus de gens pour nous protéger de la répression à venir. Pour l'instant, les milices du capital a été très ponctuelle, nous n'avons pas encore fait face à la répression de l'État, du gouvernement de Bolsonaro, mais nous ne doutons pas que c'est ce qu'ils veulent.

Sur le plan politique, ce que nous devons faire, et nous préparons nos militants, c'est essayer d'aller en ville avec notre militantisme, notre expérience, et d'y développer un mouvement qui agit précisément à la périphérie avec toutes les forces, et pour cela nous avons créé au Brésil un large front unitaire des mouvements populaires appelé le Front Populaire Brésil. Nous sommes en train de développer notre manière de faire du travail de base, que nous appelons Congrès du Peuple, c'est un nom pompeux, mais il essaie de défier, de faire du porte-à-porte pour parler aux gens, pour poser des questions sur leurs problèmes et pour les motiver à aller à une assemblée populaire dans leur quartier, leur paroisse, leur lieu de travail. Après les assemblées où les gens disent leurs problèmes, essayez de tenir des assemblées municipales, puis des assemblées provinciales, pour arriver un jour, l'année prochaine ou à la fin de l'année, à un Congrès national du peuple comme moyen de stimuler les gens à participer à la politique, à récupérer de nouveaux moyens de communication, à distribuer notre journal, à en discuter avec le peuple, à utiliser les réseaux Internet, à tenir des événements culturels, à atteindre le peuple par la musique, le théâtre et pas seulement par le discours politique que personne n'entend. Nous devons utiliser d'autres pédagogies de masse pour que les masses comprennent ce qui se passe au Brésil, la créativité dont je parlais.



Lula et sa

libération restent-ils à l'ordre du jour du MST ?

C'est la deuxième grande question en politique : la liberté de Lula est au centre de la lutte des classes au Brésil. Il n'y a pas de successeur à Lula parce que celui qui choisit le leadership populaire ce n'est pas un parti, c'est le peuple, c'est pourquoi on l'appelle le leadership populaire parce que le peuple choisit ses dirigeants et Lula est le dirigeant populaire du Brésil.

C'est une tâche fondamentale pour la lutte des classes que nous réussissions à libérer Lula pour qu'il redevienne le principal porte-parole, celui qui a la capacité d'aider à mobiliser les masses contre le système et le projet de l'extrême droite. C'est pourquoi l'extrême droite est horrifiée et l'empêche même de parler, de donner des interviews, ce qui va à l'encontre

de la Constitution. N'importe quel narcotrafiquant au Brésil parle à la télévision nationale, mais Lula ne peut même pas donner une interview à un journal écrit.

Nous sommes donc dans cette lutte pour la liberté de Lula qui dépendra de deux facteurs importants : la solidarité internationale. Je profite donc de cette occasion pour demander à tout le monde de nous aider, maintenant qu'il y a une campagne massive de soutien avec la nomination de Lula au prix Nobel de la paix.

Le deuxième facteur est la mobilisation nationale : au Brésil nous encourageons à converger la campagne pour Lula avec la lutte concrète, pour que les gens commencent à réaliser qu'ils devront se mobiliser contre les mesures du gouvernement néolibéral, pour la défense des droits historiques de la classe ouvrière qu'ils cherchent à éliminer.



Par **Carlos Aznárez**, [Resumen Latinoamericano](#) / traduit par [Venesol](#)

Photos: [CRBZ](#), [Alba Ciudad](#).

La source originale de cet article est [Resumen Latinoamericano](#)

Copyright © [João Pedro Stedile](#) et [Carlos Aznárez](#), [Resumen Latinoamericano](#), 2019

Articles Par : [João Pedro Stedile](#) et [Carlos Aznárez](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca